L'écologie
Conseil Régional Haute-Normandie
Groupe des Elus Verts

PLENIERE DES 11, 12 ET 13 DECEMBRE 2006

DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

Intervention de Véronique Bérégovoy, pour le groupe des élus Verts

L'actualité récente a été marquée par deux chiffres chocs : en France, l'INSEE a publié la statistique sur le nombre de pauvres qui est passé sous la barre des 7 millions de personnes. Si certains y ont vu une raison cynique de s'en réjouir, je leur rappelle qu'il faut 750 euros par mois pour être recensé comme pauvre, et que des millions de nos concitoyens vivent avec 100 ou 200 euros de plus que le seuil de pauvreté, sans que leur situation soit radicalement différente.

Dans un tout autre domaine, au niveau mondial, l'économiste Nicolas Stern, a publié ses travaux qui montrent que si rien n'est fait pour infléchir radicalement nos modes de production et de consommation, les dérèglements environnementaux qui en résulteraient, provoqueraient un surcoût de 5 500 milliards d'euros, soit plus de 15 fois le coût de la guerre en Irak, jugé par la majorité d'entre nous comme une folie humaine.

Si de prime abord ces deux chiffres n'ont rien de commun dans les faits, ils sont pourtant étroitement liés. Ils sont tous deux issus des dérèglements de notre modèle libéral productiviste qui déstabilise nos sociétés en réduisant l'être humain et l'environnement au statut de simples matières premières corvéables à merci.

Mais, ils sont également liés par le fait que ce sont d'abord ces sept millions de pauvres en France, des centaines de millions dans le monde, qui subissent déjà et subiront encore les dérèglements climatiques et environnementaux : famines, désertifications, tempêtes, inondations ou encore précarité énergétique.

Sept millions de pauvres et 5 500 milliards, c'est le prix du renoncement, le choix pour une politique d'accompagnement du système libéral au détriment d'une politique de transformation de la société.

En France, le gouvernement de droite s'illustre particulièrement dans la revendication d'un libéralisme décomplexé : attaques frontales contre le droit du travail, privatisation du logement social, remise en cause de la sécurité sociale et du système de santé, politique environnementale cantonnée aux grandes déclarations.

Tout en revendiquant haut et fort les objectifs de Kyoto, il programme d'ici à vingt ans 2900 kilomètres d'autoroutes, alors que les transports sont la première source d'émission de gaz à effet de serre. Chacun pourra remarquer qu'il y a une très grande cohérence entre le discours et les actes de ce dernier !

Au regard des enjeux environnementaux et sociaux que nous venons d'évoquer, l'année 2007 sera particulièrement importante.

Si nous avons en tête la séquence nationale électorale prochaine, la séquence régionale est tout aussi importante avec la mise en place du SRADT, du nouveau Contrat de Projets Etat-Région et des programmes européens qui seront les outils structurants pour répondre aux enjeux auxquels notre Région devra faire face pour parvenir à un développement durable.

Cette année sera donc une année charnière avec le moment venu de réaliser le bilan mi-mandat pour nous, conseillers régionaux. Un certain nombre de nouvelles politiques, prenant en compte les équilibres sociaux et environnementaux, ont été mises en œuvre depuis 2004, avec notamment des actions de maîtrise d'énergie lancées dans les lycées, la sortie progressive du programme autoroutier, le développement des Transports Express Régionaux, le lancement de la politique d'économie sociale et solidaire, et encore bien d'autres…

Cependant, elles ne constituent qu'une première étape, il faut maintenant changer d'échelle pour répondre aux urgences sociales et environnementales auxquelles doit faire face notre société et particulièrement notre région comme nous l'a rappelé le diagnostic du SRADT.

Nous devons passer de l'expérimentation à la généralisation des principes du développement durable à l'ensemble de nos politiques. Par exemple, appliquons la norme HQE a toutes les constructions financées directement, tels que les Lycées, ou indirectement, par le biais des aides à l'immobilier. Investissons massivement dans les énergies renouvelables, le transport fluvial et ferroviaire et cessons tout financement du routier.

Il en est de même pour l'économie, en appliquant les valeurs et principes de l'économie sociale et solidaire à l'ensemble de nos interventions dans ce domaine pour ne pas se fourvoyer dans le soutien de filières qui produisent des effets contraires aux politiques régionales tout en se revendiquant, pour certaines, environnementales.

Nous ne pouvons plus nous contenter d'une approche sectorielle, l'ensemble de nos politiques doit être traité par le prisme du développement durable.

Le groupe des Verts approuvera donc le budget 2007 qui s'inscrit dans cette démarche. Mais, il faudra aller plus loin en s'appuyant sur l'agenda 21 pour décliner dans l'ensemble des politiques régionales le nouvel équilibre qui est au cœur de la charte du SRADT.

C'est l'une des conditions nécessaires à la cohérence entre nos discours, nos orientations et nos actes.